



Carré Vert
45, rue Kléber
9300 Levallois-Perret

ASSOCIATION VILLA SAINT CAMILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

ASSOCIATION VILLA SAINT CAMILLE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 68 Boulevard de la Corniche d'Or 06590 Théoule-sur-Mer

SIREN 695 722 702

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association Villa Saint Camille,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association VILLA SAINT CAMILLE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois-Perret, le 16 juin 2025

DocuSigned by:

3DCD59F6CF01441...

Jérôme EUSTACHE

Associé



Comptes annuels

ASSOCIATION VILLA SAINT CAMILLE

Bilan Actif



Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	25 110	25 110		
		Frais de recherche et développement				
		Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	30 064	30 064		
	Immobilisations corporelles	Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
		TOTAL	55 174	55 174		
	Immobilisations corporelles	Terrains	205 806		205 806	205 806
		Constructions	3 057 492	2 539 900	517 591	579 278
		Inst.techniques, mat.out.industriels	543 445	331 845	211 600	231 808
		Immobilisations corporelles en cours				
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Avances et acomptes				
		TOTAL	3 806 743	2 871 745	934 998	1 016 892
		Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Actif circulant	Créances ⁽³⁾	Participations et créances rattachées	1 753		1 753	1 753
		Autres titres immobilisés				
		Prêts				
		Autres	17 325		17 325	17 972
	Divers	TOTAL	19 079		19 079	19 725
		Total I	3 880 997	2 926 920	954 077	1 036 618
		Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	301 097	189 474	111 623	141 871
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	52 389		52 389	76 235
		TOTAL	353 487	189 474	164 013	218 106
Renvois	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	140 964		140 964	27 060
		Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	12 922		12 922	32 757
	Frais d'émission des emprunts III	Total II	507 374	189 474	317 900	277 924
		Primes de remboursement des emprunts IV				
		Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		4 388 372	3 116 394	1 271 977	1 314 543
		(1) Dont droit au bail				
		(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières			17 325	
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					



Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise	562 897	562 897
	Fonds propres statutaires	66 718	66 718
	Fonds propres complémentaires	496 179	496 179
	Fonds propres avec droit de reprise	200 000	
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	200 000	
	Écarts de réévaluation		
	Réserves	1 282 225	1 253 251
	Réserves statutaires ou contractuelles	796 429	796 429
	Réserves pour projet de l'entité	11 000	11 000
	Autres	474 796	445 822
	<i>Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	485 796	456 822
	Report à nouveau	-1 843 891	-1 757 468
	<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-193 798	-57 449
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-11 604	28 974
	Situation nette (sous-total)	7 432	1 231
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	14 987	20 951
	Provisions réglementées	12 900	12 900
	Total I	35 320	35 083
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Fonds dédiés	Total I bis		
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	10 990	10 990
Provisions	Total II	10 990	10 990
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Dettes	Total III		
	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	9 474	5 856
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	62 711	78 521
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	259 141	347 136
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	195 126	206 560
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	697 545	628 999
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	1 667	1 394
	Total IV	1 225 666	1 268 469
	Écart de conversion Passif V		
Renvois	TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)	1 271 977	1 314 543
	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		5 856
	(2) Dont emprunts participatifs		

ASSOCIATION VILLA SAINT CAMILLE

Compte de résultat



		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	270	300
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations de service	2 031 554	1 970 337
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	165 539	148 276
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	957 631	998 045
	<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	895 813	939 996
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	-7	943
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	24 582	30 822
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	15 148	13 470
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		3 029 178	3 013 919
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	1 594 583	1 445 379
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	91 825	80 738
	Salaires et traitements	1 096 696	1 093 856
	Charges sociales	299 606	303 246
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	116 751	125 996
	Dotations aux provisions	18 387	24 619
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	5 483	13 062
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		3 223 334	3 086 899
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-194 156	-72 980

ASSOCIATION VILLA SAINT CAMILLE

Compte de résultat



		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	292	924
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	292	924
2. Résultat financier (III-IV)		-292	-924
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-194 448	-73 904
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	5 964	12 433 5 559
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	5 964	17 992
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	5 314	1 503 34
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	5 314	1 537
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		649	16 455
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		3 035 143	3 031 912
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		3 228 942	3 089 361
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-193 798	-57 449
dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		-11 604	28 974
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			



Annexe aux comptes annuels

Date de clôture : 31/12/2024



Table des matières

Présentation de l'entité	3
Faits caractéristiques	5
Evènements post clôture	6
1. Principes et méthodes comptables	7
1.1. Changement de méthodes comptables	7
1.2. Principes comptables et méthodes d'évaluation	7
1.3. Immobilisations corporelles et incorporelles	8
1.4. Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières	8
1.5. Créances et dettes	8
1.6. Engagement de retraite	8
1.7. Trésorerie Emprunts	9
1.8. Provisions pour risques et charges	9
1.9. Fonds dédiés	9
1.10. Dettes provisionnées pour congés à payer	9
2. Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	10
2.1. Actif immobilisé	10
2.2. Actif circulant	13
2.3. Dépréciation de l'actif	13
2.4. Fonds propres	14
2.5. Provisions, fonds dédiés, autres passifs	17
2.6. Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	19
2.7. Compte de résultat	21
2.8. Effectif moyen en 2024	22
2.9. Informations sur les dirigeants	22
2.10. Charges et produits d'exploitation et financiers	22
3. Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	23
3.1. Engagements financiers donnés et reçus	23
3.2. Autres informations	24

Désignation de l'association : ASSOCIATION VILLA SAINT CAMILLE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2024, dont le total est de 1 271 977 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 193 799 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01 janvier 2024 au 31 décembre 2024. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 27 mai 2025 par le Conseil d'Administration de l'Association.

Présentation de l'entité

Villa Saint Camille est une association loi 1901 reconnue d'utilité publique fondée en 1972.

Son objet :

- Assurer pour des séjours de durée variable un accueil diversifié mixé par l'âge, le sexe et les origines sociales, avec une attention particulière pour les jeunes en difficulté, les personnes âgées, et les malades.
- Procurer aux personnes en difficulté l'aide matérielle et morale que nécessite leur situation et les moyens nécessaires à leur insertion sociale.
- Assurer l'accueil de personnes âgées qui choisissent de s'installer définitivement pour finir leur vie en partageant leurs expériences avec les autres personnes accueillies.
- Procéder à l'achat, la location, la construction de tous immeubles jugés nécessaires à l'association, leur aménagement, leur exploitation et leur éventuelle vente et généralement toutes opérations se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus mentionnés.

La nature des activités et des missions sociales réalisées :

L'Association Villa Saint Camille gère une Maison Familiale de vacances, un CHRS, une Pension de famille, une Résidence autonomie, une Résidence service, et un parc de logements en PLAI.

Description des moyens mis en œuvre :

L'association gère en gestion libre les activités Maison Familiale de vacances, Résidence autonomie, Résidence service et location de logements en PLAI pour lesquelles elle ne reçoit aucun financement. Elle gère en gestion contrôlée le CHRS et la Pension de Famille.

L'association gère 5 dispositifs d'hébergement, d'accueil et d'accompagnement :

- Maison Familiale de Vacances : 39 chambres de 23 m², ouvertes toute l'année aux touristes ;
- Résidence pour Seniors : 20 chambres de 25 m² environ et 7 appartements de type T2 de 45m² environ ;
- Pension de famille : 20 places, en studio de 25 m² ;
- Centre d'Hébergement et Réinsertion Social (C.H.R.S) :

- 40 places d'hébergement d'insertion, pour adultes et familles en difficulté, logés en studio ou en appartement selon la composition familiale
- 10 mesures d'accompagnement hors les murs avec glissement de bail,
- 10 mesures d'accompagnement hors les murs
- 12 Places en Atelier d'Adaptation à la Vie Active (A.A.V.A.), pour des résidents de la structure ou parfois d'associations extérieures, voulant s'essayer à une remise au travail sur les différents services de l'établissement
- Logements Sociaux PLAI. Fin de la convention PLAI au 31/12/2023.

Faits caractéristiques

Aide gouvernementale de limitation de la hausse de l'Energie

En 2024, l'association a bénéficié du dispositif de Bouclier Tarifaire mis en place par le gouvernement au titre de l'électricité et du gaz. Le montant constaté dans les comptes au 31 décembre 2024 a permis de réduire les charges de 26 k€ (vs 95 k€ en 2023), dont 23 k€ au titre de 2024 (15 k€ ont été encaissés au 31/12/2024).

La charge d'électricité et de Gaz constatée dans les comptes s'est élevée à 196 k€ (vs 258 k€ en 2023) ; soit une augmentation du coût net de l'énergie de 7 k€ dans le résultat de l'association.

Evolution Arrêtés d'Autorisations

- **Pension de Famille** « Villa Saint Camille » à Théoule sur Mer (06), extension de 1 place type T1 à compter du 01/06/2023, à la suite de l'avis favorable du 04/04/2023 de la DREETS PACA et DREAL PACA, avec déploiement effectif et financement associé à compter du 01/01/2024.

- DDETS Arrêté du 19/07/2023 portant renouvellement d'agrément pour les activités « d'ingénierie sociale, financière et technique » soit l'accompagnement social effectué pour faciliter l'accès ou le maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées ainsi que la recherche de logements en vue de leur location à des personnes défavorisées et « d'intermédiation locative et de gestion locative sociale » soit la location de logements et la gestion de résidences sociales, pour une durée de 5 ans soit du 01/01/2023 au 31/12/2026.

Evaluations Externes

Evaluations réalisées pour les activités EHPA et CHRS avec des résultats très positifs pour les deux structures, des notes à 3.5 sur 4.

Contrat Pluriannuel d'objectif et de Moyen (CPOM)

Le CPOM 2020-2024 pour l'activité CHRS est arrivé à échéance au 31/12/24.

La DDETS06, par courriel du 18/03/25, nous confirme que nous ne sommes plus sous CPOM et que notre structure est à nouveau soumise au lancement de la campagne budgétaire pour le CHRS. La campagne budgétaire devrait être lancée le 25 avril 2025 pour se terminer le 24 juin 2025. Et que durant ce calendrier budgétaire, un dialogue de gestion CHRS sera organisé par leurs services afin d'échanger sur les aspects métiers et financiers de notre structure.

Opérations immobilières

- Signature d'une promesse de vente le 26/09/2023 entre VSC / KAUFMAN & BROAD pour la cession de l'immeuble dit « Santa Luce », délai de réalisation 28/02/2025, prix de vente 5,75 M€ pour une VNC estimée à 0,5 M€ au 31/12/2024. Au cours de l'exercice 2024, la promesse de vente a été annulée par KAUFMAN & BROAD pour clauses suspensives non levées.

Notification de Contrôle URSSAF

- Notification de Contrôle URSSAF en date du 05/09/2023 à compter du 01/01/2020, 1^{er} RDV avec l'inspecteur le 30/11/2023. Réunion de fin de contrôle le 15/03/2024, redressement non significatif attendu à hauteur de 1 858 € sur les cotisations patronales des heures supplémentaires et cotisations CPF,

confirmé par lettre d'observations du 20/03/2024, et limité finalement à la période du 01/01/2021 au 31/12/2022.

Fin de la convention PLAI

• Au 31/12/2023, fin de l'activité Locations PLAI : Fin de la convention PLAI au 31/12/2023, convention non renouvelée, l'objectif est de vider tous les appartements dans les plus brefs délais. Au 31/12/2024, il reste 2 locataires déménageables sans problème et sans urgence tant que l'immeuble « Santa Luce » n'est pas cédé.

Projet Pension de Famille « Riviera »

• Projet Pension de Famille « Riviera » à Saint Cezaire sur Siagne (06), 28 places, a obtenu un avis favorable en date du 21/10/2021 de la DREETS PACA et DREAL PACA, pour une ouverture prévisionnelle en octobre 2024 avec financement associé, ouverture retardée au 1er semestre 2028 à la suite de la découverte d'une espèce protégée sur le site. Avec toutefois une volonté de nous désengager de ce projet au bénéfice de l'Association Groupe SOS Solidarités.

Soutien Trésorerie

L'association a bénéficié de mesures permettant d'alléger les tensions de trésorerie. Le groupe SOS SENIORS a porté son avance de trésorerie à 845 k€, ramené à 645 k€ au 31 décembre 2024 suite à la transformation de 200 k€ en apport en fonds associatifs avec droit de reprise (AFADR) comptabilisé au bilan de l'Association.

Ce qui porte les contributions financières en cumulé depuis l'adossement au Groupe SOS à 700 k€ et les AFADR à 200 k€.

Opérations non courantes

Les sinistres lingerie suite aux intempéries de 2019 et piscine sont toujours en cours et présentent un impact sur le fonctionnement de l'établissement.

Dans le cadre du sinistre lingerie (avec dégâts significatifs sur le bâtiment lingerie), l'Ordre des Frères Camilliens (Le Bailleur) a assigné conjointement Côte d'Azur Habitat (Le Preneur)/VSC (locataire)/MAIF(assurance) devant le tribunal judiciaire (audience prévue le 13/01/25 et affaire renvoyée à la mise en état au 05/06/25).

Evènements post clôture

Néant

1. Principes et méthodes comptables

1.1. Changement de méthodes comptables

a) Changement de méthode comptable et de de présentation empêchant la comparaison

Néant

b) Changement d'estimation comptable

Néant

1.2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes annuels de l'exercice ont été arrêtés conformément au règlement ANC 2014-03 modifié par le règlement ANC 2016-07 du 4-11-2016 de l'Autorité des normes et dans le respect du principe de prudence, de la permanence des méthodes comptables d'exercice à l'autre, de l'indépendance des exercices, et la continuité de l'exploitation.

Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- Du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, intégrant l'article 1er du règlement ANC n°2019-04 et le règlement ANC n°2020-08 ;
- Du règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Du Code de l'Action Sociale et des Familles C.A.S.F., pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L312-1 du C.A.S.F. ;
- De l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés à but non lucratif ;
- De l'instruction n°D.G.A.S./SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés et aux organismes gestionnaires ;
- De l'arrêté du 12 novembre 2008 Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires ;
- De l'arrêté du 28 décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L 312.1 du code de l'action sociale et des familles.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

1.3. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, sont incorporés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 15 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 5 à 15 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

1.4. Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

1.5. Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.6. Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'engagement de retraite total est mentionné dans les engagements hors bilan.

1.7. Trésorerie Emprunts

Disponibilités

Lorsque des accords de fusion de compte ont été obtenus et contractualisés avec les banques, il est procédé à la compensation des soldes débiteurs et créditeurs des dits compte. Le solde est présenté soit à l'actif, soit au passif suivant la situation nette pour chacune des banques.

Valeurs mobilières de placement

Titres : ils sont valorisés à leur coût d'acquisition selon la méthode du premier entré-premier sorti. Des dépréciations sont constatées lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à sa valeur comptable.

A la clôture, l'association ne dispose d'aucun titre de placement.

Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital).

1.8. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont déterminées, en retenant les risques identifiés et rendus probables par un événement en cours à la clôture de l'exercice.

Les provisions pour risques prud'hommes et autres litiges sont évalués en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables modifiant le règlement n°2014-03.

1.9. Fonds dédiés

Les fonds dédiés, enregistrent la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

1.10. Dettes provisionnées pour congés à payer

Le montant de la provision pour Congés à payer est comptabilisé conformément à la réglementation comptable.

2. Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1. Actif immobilisé

2.1.1. État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentati ons (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	25 110	-	-	-	25 110
	Autres immobilisations incorporelles Total II	30 064	-	-	-	30 064
Immobilisations corporelles	Terrains	205 806	-	-	-	205 806
	Constructions	3 057 492			-	3 057 492
	Install. Tech., mat., outillage	195 984	1 155	-	-	197 139
	Install. générales, ag. Am. divers	251 655	24 931	-	-	276 587
	Matériel de transport	4 636	-	-	-	4 636
	Mat bur., informatique, mobilier	56 315	8 770	-	-	65 085
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	3 771 887	34 857	-	-	3 806 744
Immobilisations financières	Participations	1 753	-	-	-	1 753
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	17 973	1 250	1 897	-	17 326
	Total IV	19 726	1 250	1 897	-	19 079
Total général		3 846 787	36 107	1 897	-	3 880 997

Détail des participations :

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Titres Association Ulyss	1 753	0	1 753

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		34 857		34 857
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		34 857	-	34 857
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	-	-	-	-

Immobilisations incorporelles

L'association a comptabilisé au poste immobilisations incorporelles, les honoraires engagés pour l'élaboration de son projet d'établissement pour un montant de 25 K€. Cet actif est amorti sur 5 ans, soit la durée maximale de validité du projet d'établissement.

Logiciels : amortissement de 1 à 5 ans.

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée aux actifs suivants, selon la méthode prospective :

- Construction Villa Saint Camille
- Constructions et aménagements Santa Luce

La décomposition ainsi que les durées réelles d'amortissement ont été définies selon l'avis 2004-11 du CNC du 23 juin 2004 relatif aux modalités d'application de la comptabilisation par composants dans les organismes de logement social.

En ce qui concerne les règlements comptables 2002-10 et 2004-06, l'Association a bénéficié de mesures d'assouplissement en faveur des PME (règlement CRC n° 05-09 du 3 novembre 2005) et continue à calculer les amortissements sur les durées d'usage.

La participation financière de l'Association à la construction de l'immeuble figure au poste "Construction Villa Saint Camille".

2.1.2. Amortissements de l'actif immobilisé

		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fins (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	25 110	-		25 110
	Autres immobilisations incorporelles Total II	30 064	-		30 064
Amortissements corporelles	Terrains	-	-		-
	Constructions	2 478 214	61 686	-	2 539 900
	Install. Tech., mat., outillage	125 599	20 775	-	146 374
	Install. générales, ag. Am. divers	128 034	24 942	-	152 976
	Matériel de transport	4 636	-		4 636
	Mat bur., informatique, mobilier	18 511	9 349	-	27 860
	Immo. Grevés de droits	-	-		-
	Total III	2 754 994	116 752	-	2 871 746
Total général		2 810 168	116 752	-	2 926 920

2.2. Actif circulant

2.2.1 Charges constatées d'avance

Nature	Date période		Montants		
	Début	Fin	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges constatées d'avance	01/01/2025	31/12/2025	12 923		
TOTAL			12 923		

2.3. Dépréciation de l'actif

Rubriques	Situations et mouvements			
	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations corporelles				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Usagers				
Créances et valeurs mobilières (Cf. note 1)	174 725	18 387	3 638	189 474
TOTAL	174 725	18 387	3 638	189 474

Note 1 : Parmi les reprises de l'exercice, 3 638 € sont des reprises non utilisées.

Répartition des dotations et reprises :

Description de l'actif déprécié	Évolution des dépréciations dans l'exercice	
	Dotation	Reprise
Exploitation	18 387	3 638
Financières		
Exceptionnelles		

2.4. Fonds propres

Répartition des fonds propres

Répartition des fonds propres en €	31/12/2024		
	Gestion contrôlée (CHRS ET Pension de Famille)	Gestion Propre	Total
Fonds propres sans droit de reprise		562 898	562 898
Fonds statutaires		66 719	
Apports Camilliens		496 179	
Fonds propres avec droit de reprise	-	200 000	200 000
11502000 Résultat CHRS 2020			
10349000 Fonds avec DR - Autres Fonds Propres G C		200 000	200 000
Réserves statutaire		796 429	796 429
Réserves pour projet de l'entité	11 000		11 000
Autres réserves	474 796		474 796
10685225 Res GC Investiss Autres APRES CPOM	203 257		
10685525 Res GC Couverture BFR APRES CPOM	162 386		
10685625 Res GC Compensat Déficit apres CPOM	109 153		
Report à nouveau	-	(1 843 892)	(1 843 892)
Total fonds propres avant résultat de la période	485 796	(284 565)	201 231
RESULTAT DE LA PERIODE	(11 605)	(182 194)	(193 799)
Total fonds propres	474 191	(466 759)	7 432

2.4.1. Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	562 898	-	-	-	-	-	-	562 898
Fonds propres avec droit de reprise	-	200 000	-	-	-	-	-	200 000
Ecart de réévaluation	-			-		-		-
Réserves	1 253 252	28 974	-	-		-		1 282 225
Report à nouveau	-1 757 468	-86 423	-	-		-		-1 843 892
Excédent ou déficit de l'exercice	-57 450	57 450	-	-		193 799	-	-193 799
Dotations consommables	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	20 952			-		5 965		14 987
Provisions réglementées	12 900			-		-		12 900
TOTAL	35 083	200 000	-	-		199 764	-	35 320

Selon la convention d'apport financier signée les 18 septembre 2015 et 28 janvier 2016 entre l'Association et le Chapitre de France des Camilliens, ce dernier a décidé lors de la réunion du 5 au 10 septembre 2015 de procéder à l'apport d'un montant maximum de 500 K€.

En cas de non-respect de certaines conditions déterminées dans le traité d'apport, l'Association devra procéder une dévolution à la province de France. Il s'agit notamment :

- De la révision des statuts de l'Association en matière de droits de vote ;
- Du retour à l'équilibre budgétaire à l'issue de l'exercice au 31/12/2017.

Le solde de l'apport a été versé sur l'exercice 2016 pour 276 K€.

Pour mémoire, lors l'AG 2021 de l'association il a été proposé de modifier les statuts de l'Association afin de respecter une convention d'apport conclue avec les Camilliens et en vertu de laquelle l'association avait pris l'engagement de modifier ses statuts. S'agissant d'une association de Reconnaissance d'Utilité Publique (RUP), les modifications statutaires sont subordonnées à l'accord du Ministère avant qu'elles ne puissent entrer en vigueur.

Nous avons eu un retour du Ministère courant janvier 2023, le dossier de modification a été rejeté par le Ministère pour plusieurs raisons dont les contraintes liées à la Reconnaissance d'Utilité Publique. En l'état, la modification des statuts n'est ainsi pas possible, l'Association a sollicité la modification mais l'impossibilité ne lui est pas imputable.

Les subventions d'investissement sont reprises au compte de résultat au rythme des amortissements des biens qu'elles financent.

Les quotes-parts de subvention restant à couvrir au compte de résultat s'élèvent au 31/12/2024 à 14 987 euros.

2.4.2. Provisions réglementées

Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin	Montant début
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées			12 900	12 900
TOTAL			12 900	12 900

Ces provisions sont constituées en application de l'avis du C.N.C. N°2007-05 du 4 mai 2007 et en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 du C.A.S.F.)
- Renouvellement des immobilisations (article D.314-206 du C.A.S.F.)
- Amortissements dérogatoires
- Réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F.)

Renouvellement des immobilisations :

En application de l'article D.314-206 du C.A.S.F., une provision pour renouvellement des immobilisations peut être comptabilisée en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification. Elle est destinée à compenser les charges d'amortissement et les frais financiers liés à la réalisation d'un investissement à venir.

Les provisions non autorisées préalablement correspondent à des pré-affectations de résultat des activités soumises à approbation des autorités de fabrication.

Aucun flux n'a été constaté au cours de l'exercice.

2.5. Provisions, fonds dédiés, autres passifs

2.5.1. Provisions

Tableau des provisions

Au 31 décembre 2024, il n’y a pas de provisions.

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Litiges				
Garanties données aux clients				
Amendes et pénalités				
Perte de change				
Pensions et obligations similaires				
Pour impôts				
Renouvellement des immobilisations				
Gros entretien et grandes révisions				
Autres provisions pour risques et charges				

Répartition des dotations et reprises :

Catégories	Évolution des provisions dans l'exercice	
	Dotation	Reprise
Exploitation		
Financières		
Exceptionnelles		

2.5.2. Fonds dédiés

2.5.2.1. Subventions de fonctionnement

	A l'ouverture de l'exercice (19)	Reports (689)	Utilisation (789)		Transferts	A la clôture de l'exercice (19)	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices"
Segur 2	10 990					10 990	10 990
TOTAL	10 990					10 990	10 990

Au 31/12/2024, les fonds dédiés correspondent au montant non consommé des aides reçues au titre du SEGUR 2 2022 (dotations CHRS et Pension Famille pour partie) pour 11 K€.

2.5.3. Produits constatés d'avance

Nature	Date période		Montants		
	Début	Fin	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Produits constatés d'avance	01/01/2025	31/12/2025	1 667		
TOTAL			1 667		

2.6. Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

Etat des créances

État des créances		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
De l'actif immobilisé	Créances rattachées à des participations	-	-	-
	Prêts	-	-	-
	Autres	17 326	-	17 326
De l'actif circulant	Créances Clients et Comptes rattachés	301 097	301 097	-
	Autres	52 389	52 389	-
Charges constatées d'avance		12 923	12 923	-
		-	-	-
TOTAL		383 735	366 409	17 326

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

Produits à recevoir

	Montant
Fournisseurs RRR à obtenir	22 712
Organismes sociaux produits à recevoir	11 107
Divers produits à recevoir	3 136
Factures à établir	5 177
TOTAL	42 132

Etat des dettes

État des dettes		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-	-	-	-
Autres emprunts obligataires		-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	9 475	9 475	-	-
	à plus d'1 an à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers		62 711	32 678	30 033	-
Fournisseurs et comptes rattachés		259 141	259 141	-	-
Dettes fiscales et sociales		195 126	195 126	-	-
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-	-	-	-
Autres dettes (**)		697 545	497 545	200 000	-
Produits constatés d'avance		1 667	1 667		-
TOTAL		1 225 665	995 632	230 033	-

Emprunts souscrits en cours d'exercice	-
Emprunts remboursés en cours d'exercice	11 427
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	-

En 2014, l'Association a émis un emprunt solidaire auprès de particuliers pour un montant total de 148,7 k€ remboursable in fine à échéance 3 ans. Cet emprunt, non soumis à intérêt, a pour objet le financement des travaux de couverture de la piscine.

En 2015, l'Association a reçu un complément de 31 k€ ce qui porte cet emprunt in fine à 180 k€.

En 2016, l'emprunt finançant la piscine a diminué de 20 k€ à la suite de la conversion en don de la part d'un prêteur.

En 2017, des demandes de report d'échéance d'un an ont été envoyées aux prêteurs. Ceux ayant refusé ont été remboursés.

Le solde de l'emprunt prêt solidaire piscine au 31 décembre 2024 est de 30 k€. La totalité est échue.

Charges à payer

	Montants
Intérêts courus sur emprunt	6
Provision congés à payer	99 330
Charges sociales sur congés à payer	28 973
Charges fiscales sur congés à payer	7 243
Fournisseurs factures non parvenues	83 032
TOTAL	218 584

2.7. Compte de résultat**Ventilation des produits d'exploitation**

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Séniors (CA EHPA)	434	388
Solidarité (CHRS P.F LHSS)	1 550	1578
Emploi	1 046	1048
Ressources par activité	3 029	3 014
Gestion libre	2 101	2044
Gestion contrôlée (CA CHRS)	928	970
Ressources par nature de financement	3 029	3 014
Secteur Lucratif	276	299
Secteur non lucratif	2 753	2 715
Ressources par secteur fiscal	3 029	3 014

Résultat sectoriel par activité et autonomie financière

Le résultat comptable s'établit à (193 798) euros, réparti comme suit :

- Activité CHRS AVA sous gestion contrôlée : déficit de 12 013 €
- Activité PF sous gestion contrôlée : excédent de 408 €
- Activité Autres (MFV, MDR, ...) sous gestion libre : déficit de 182 193 €

Charges et produits exceptionnels

	Charges	Produits
Cotisations URSSAF – Rappel suite contrôle	1 942	
Cotisations Prévoyance Humanis – Rappel	2 913	
Pénalités	460	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		-
Subventions d'investissement virées au résultat		5 965
TOTAL	5 315	5 965

2.8. Effectif moyen en 2024

L'effectif total mentionné est de 43,09	31/12/2024
Effectif Moyen par CSP	43,09
Direction	1,00
Administration Générale	3,67
Service Généraux	24,67
Restauration	6,33
Socio-Educatif	7,42
Paramédical	
Médical	
TOTAL	43,09

2.9. Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les membres du conseil d'administration ne perçoivent pas de rémunération et/ou d'avantages en nature.

L'information relative aux dirigeants n'est pas renseignée. Elle reviendrait à communiquer une rémunération d'ordre individuel.

2.10. Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire : FORVIS MAZARS à compter de l'exercice clos le 31/12/2024.

- Honoraires de certification des comptes : 14 435 euros HT
- Honoraires des autres services : 0 euros

3. Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

3.1. Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals		
Cautionnements		
Garanties		
Créances cédées non échues		
Garanties d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Engagements en matière de pensions	146 575	
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées		
Engagements assortis de sûretés réelles		
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan		
Autres engagements donnés (intérêts restant à payer sur emprunt)	109	
Engagements consentis de manière conditionnelle		

3.1.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés (engagements non comptabilisés en provision)

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 146 575 euros.

Les engagements de retraite sont évalués à 146 575 euros.

Les engagements de retraite sont évalués selon les hypothèses suivantes :

- Prise en compte d'un taux d'actualisation 3,38%,
- Coefficient de calcul de l'indemnité en application de la Convention Collective applicable à l'association,
- L'âge de départ à la retraite est fixé à 67 ans,
- Application d'une probabilité de présence jusqu'à la retraite (rotation et espérance de vie),
- Il est tenu compte du salaire du mois de décembre en appliquant à celui-ci le nombre d'années acquis au 31 décembre N divisé par le nombre d'années restant à courir avant l'âge du départ à la retraite (taux de progression des salaires).
- Taux de charges sociales et fiscales retenu à 50%

Le montant de l'engagement inscrit est proratisé en fonction du nombre de droits acquis en matière d'années de présence pour chacun des salariés.

3.2. Autres informations

Note 4 - Tableau de variation des Fonds Propres

NATURE	Montant début exercice	Affectation résultats	Retraitements	Transfert Association ou Mutualisation CPOM	Fusions / Reprises	Variations Périmètre Fusions / APA hors Groupe	Dotation / Augmentation	Reprise / Diminution	Montant fin exercice
Fonds propres									
Fonds propres sans droit de reprise	562 898								562 898
Fonds Propres statutaires	66 719								66 719
Fonds Propres complémentaires	496 179								496 179
Fonds propres avec droit de reprise							200 000		200 000
Fonds Propres statutaires									
Fonds Propres complémentaires							200 000		200 000
Ecart de réévaluation									
Réserves	1 253 252	28 974							1 282 225
Réserves légales									
Réserves statutaires ou contractuelles	796 429								796 429
Réserves pour projet de l'entité	11 000								11 000
Autres réserves (dont investissement)									
Réserves ESMS sous gestion contrôlée	445 823	28 974							474 796
Investissement	203 257								203 257
Compensation	109 153								109 153
Compensation des charges d'amortissement									
Trésorerie	133 413	28 974							162 386
Report à nouveau	-1 757 468	-86 424							-1 843 892
Report à nouveau des ESMS sous contrôle de tiers									
Résultats soumis à approbation des autorités de tarification									
Charges rejetées par l'autorité									
Charges dont la prise en compte est différée									
Autres Reports à nouveau	-1 757 468	-86 424							-1 843 892
Activités des ESMS sous gestion libre	25 000								25 000
Autres activités	-1 782 468	-86 424							-1 868 892
Résultat de l'exercice	-57 450	57 450						-193 799	-193 799
Activités ESMS sous gestion contrôlée	28 974	-28 974						-11 605	-11 605
Autres activités	-86 424	86 424						-182 194	-182 194
Situation nette	1 231						200 000	-193 799	7 433
Fonds propres consommables									
Subventions	20 952							-5 965	14 987
Provisions réglementées	12 900								12 900
Autres fonds propres									
TOTAL	35 083						200 000	-199 763	35 320

Note 9 - Bilan Financier

BIENS	N	N-1	N-2	FINANCEMENTS	N	N-1	N-2
Biens stables				Financements stables			
Immobilisations incorporelles brutes	55 174	55 174	55 174	Apports, dotations, réserves et fonds propres	1 570 327	1 370 327	1 587 584
Immobilisations corporelles brutes				Réserves affectées à l'investissement	203 257	203 257	42 807
- Terrains	205 806	205 806	205 806	Réserve de compensation des charges d'amort.			
- Agencements				Subventions d'investissement	14 987	20 952	12 889
- Constructions	3 057 492	3 057 492	3 061 032	Provisions réglementées	12 900	12 900	12 900
- Installations, matériels et outillages	197 139	195 984	240 617	Provisions réglementées des plus values nettes d'actifs			
- Autres immobilisations corporelles	346 307	312 605	311 553	Fonds dédiés immobilisations			
Immobilisations corporelles et incorporelles en cours				Emprunts - dettes financières	35 444	46 872	78 444
Immobilisations en cours - part investissement PPP				Dépôts et cautionnements reçus	27 261	31 586	31 978
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				Amortissements des immobilisations			
Immobilisations financières	19 079	19 726	18 326	- Incorporelles	55 174	55 174	55 174
Amortissement comptables excédentaires différés				- Agencements des terrains			
Charges à répartir				- Constructions	2 539 900	2 478 214	2 417 280
Autres				- Installations, matériels et outillages	146 374	125 599	150 364
				- Autres immobilisations corporelles	185 472	151 181	171 591
				Dépréciations des immobilisations			
				Dépenses refusées par l'autorité de tarification			
				Autres	-1 843 892	-1 757 468	-1 739 668
Comptes de liaison investissement				Comptes de liaison investissement			
TOTAL II	3 880 997	3 846 787	3 892 508	TOTAL I	2 947 205	2 738 593	2 821 344
FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT NÉGATIF (I-II)	933 792	1 108 194	1 071 164	FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT POSITIF (I-II)			
Actifs stables d'exploitation				Financements stables d'exploitation			
Reports à nouveau déficitaires				Réserves et provisions affectées à la couverture du BFR	162 386	133 413	109 153
Résultat déficitaire	193 799	57 450		Réserves de compensation des déficits	109 153	109 153	11 000
Créances Glissantes				Résultat excédentaire			61 428
				Résultat excédentaire sous contrôle de tiers financeurs			
				Provisions pour risques et charges			5 484
				Fonds dédiés d'exploitation	10 991	10 991	10 991
				Dépréciation des stocks et créances	189 474	174 725	157 353
Autres				Autres			
TOTAL IV	193 799	57 450		TOTAL III	472 004	428 281	355 407
FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION NÉGATIF (III-IV)				FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION POSITIF (III-IV)	278 206	370 832	355 407
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL NÉGATIF	655 586	737 362	715 757	FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL POSITIF			
Valeurs d'exploitation				Dettes d'exploitation			
Stocks				Avances reçues	49 852	31 413	53 583
Avances et acomptes versés				Fournisseurs d'exploitation	259 142	347 137	185 268
Organismes payeurs, usagers	111 623	141 872	121 000	Dettes fiscales et sociales	195 126	206 561	247 668
Créances diverses d'exploitation	52 390	76 235	37 802	Dettes diverses d'exploitation	647 693	597 586	598 144
Créances irrécouvrables en non-valeur	189 474	174 725	157 353	Produits constatés d'avance	1 667	1 395	
Charges constatées d'avance	12 923	32 758	18 167	Ressources à reverser à l'aide sociale			
Dépenses pour congés payés				Fonds en dépôt par les résidents			
Autres				Autres			
TOTAL VI	366 410	425 590	334 322	TOTAL V	1 153 480	1 184 091	1 084 664
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (VI-V)				EXCÉDENT DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (VI-V)	787 070	758 502	750 342
Liquidités				Financements à court terme			
Valeurs mobilières de placement				Fournisseurs d'immobilisations			
Disponibilités	140 965	27 060	35 764	Fonds des majeurs protégés			
Régie d'avance				Concours bancaires courants	9 475	5 857	978
				Ligne de trésorerie			
				Intérêts courus non échus	6	64	201
				Autres			
Comptes de liaison trésorerie				Comptes de liaison trésorerie			
TOTAL VIII	140 965	27 060	35 764	TOTAL VII	9 481	5 921	1 179
TRÉSORERIE POSITIVE (VIII-VII)	131 484	21 140	34 585	TRÉSORERIE NÉGATIVE (VIII-VII)			
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	4 582 170	4 356 886	4 262 593	TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	4 582 170	4 356 886	4 262 593

Note 10 - Tableau des Flux de Trésorerie

RUBRIQUES		Total
Trésorerie d'ouverture		21 140
Résultat d'exploitation	-194 156	
+ Amortissements	116 752	
+ Provisions	14 749	
+ Fonds Dédiés		
+ Autres		
Résultat brut d'exploitation	-62 655	
- Charges financières versées	-292	
+ Produits financiers reçus		
- Impôt sur les sociétés		
+/- Charges et produits exceptionnels	-5 315	
+/- Autres		
Capacité d'auto-financement	-68 262	
+/- Variations des stocks		
+/- Variation des créances d'exploitation	59 180	
+/- Variation des dettes d'exploitation	-30 611	
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	28 568	
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		-39 694
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
- Acquisitions d'immobilisations	-36 108	
+ Cessions d'immobilisations	1 897	
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-34 210
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement		
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
+ Augmentations ou diminutions de capital ou apports en numéraire	200 000	
+ Subventions d'investissement reçues		
+ Emissions d'emprunts		
- Remboursements d'emprunts	-11 427	
+/- Dépôts de garanties reçus	-4 324	
+/- Autres variations		
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		184 248
+/- Incidence des variations de périmètre		
+/- Incidence des variations de cours des devises		
Trésorerie de clôture		131 484
Position au 31 décembre 2024		131 484
Ecart		0

Note 11 - Tableau de détermination du résultat effectif global

	31/12/2024	31/12/2023
Résultat comptable sous gestion propre	-182 194	-86 424
Résultat comptable sous gestion contrôlée	-11 605	28 974
Résultat comptable	-193 799	-57 450
Reprise du résultat Antérieur		
Résultat effectif Global	-193 799	-57 450
dont Résultat Effectif Global sous gestion propre	-182 194	-86 424
dont Résultat Effectif Global sous gestion contrôlée	-11 605	28 974

Note 14 - Subventions et Concours Publics

	Concours Publics	Subventions d'Exploitation	Subventions d'Investissement
Europe			
Etat	753 463	142 350	
Etat - Assurance Maladie - ARS - FMIS			
Etat - CAF			
Etat - Dirrecte			
Etat - ASP		56 318	
Régions			
Départements			
Communes, Villes		5 500	
Autres Financeurs			
TOTAL	753 463	204 168	